



Mar, 24 Sept 2013, 16:24 Posté Par [Sarif Barry](#) [La Une](#), [Le Monde](#), [News](#) 0 1700

Dr Mahamadou Danda, chef de mission de l'UA : « Le scrutin du 28 septembre constitue un test pour la Guinée »

L'ancien Premier ministre du Niger, Dr Mahamadou Danda, chef de la mission d'Observation de l'Union Africaine pour les élections législatives du 28 septembre 2013, a animé ce mardi 24 septembre une conférence de presse à la Maison de la presse de Coléah. Au cours de cette rencontre, le chef de la mission a fait une déclaration pré-électorale dans laquelle, il a fait une évaluation sur les conditions d'organisation des élections législatives.

« (...) L'organisation de ces élections met fin à une long période d'attente et d'incertitude qui a prévalu dans le pays depuis l'élection présidentielle de 2010. Cette élection devait logiquement être suivie par la mise en place d'une nouvelle Assemblée nationale. Le scrutin du 28 septembre 2013 constitue donc un test de la capacité de la Guinée à organiser des élections

crédibles, transparentes, apaisées et inclusives. Il devrait aussi permettre à la Guinée de parachever la transition politique entamée avec l'élection présidentielle de 2010 », a-t-il dit.

A cet effet, le chef de la mission d'Observation, Dr Mahamadou Danda a fait savoir que sa mission a relevé de nombreux d'accords qui ont opposé les parties prenantes au processus électoral. Il s'agit entre autres : de la reconstitution et du fonctionnement de la CENI, du choix de l'opérateur technique chargé du recensement électoral, de l'assainissement et de la sécurisation du fichier électoral, de la détermination du calendrier électoral et du vote des Guinéens de l'extérieur.

« L'absence de consensus sur ces principaux points a alimenté un climat de méfiance entre les acteurs politiques. La mission note que ces désaccords n'ont pas favorisé la préparation de ces élections dans la sérénité. Elle observe également que le renvoi de ces élections au 28 septembre 2013 constitue un geste d'apaisement permettant de décrisper le climat politique dans le pays », a-t-il affirmé.

Il a en outre exprimé la préoccupation de sa mission face à la persistance de tensions et d'incidents de violence et invite les responsables des partis politiques à appeler leurs militants à la retenue. « Elle salue les efforts déployés par la Force de Sécurisation des Elections Législatives (FOSSEPEL) pour garantir le bon déroulement des élections et encourage les autorités à prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et des biens avant, pendant et après le scrutin. Elle appelle, enfin, toutes les parties prenantes, à créer les conditions nécessaires pour la tenue d'un scrutin crédible, transparent, inclusif et apaisé le 28 septembre 2013 », a-t-il conclu.

A noter que la mission comprend 40 observateurs. Elle est composée d'Ambassadeurs auprès de l'Union Africaine à Addis-Abeba, de parlementaires panafricains, de responsables d'organes de gestion des élections et des membres d'organisations de la société civile africaine. Ces observateurs

viennent de 16 pays, représentatifs de la diversité géographique du continent, à savoir l'Algérie, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, la Côte d'ivoire, Djibouti, le Gabon, le Ghana, le Mali, la Mauritanie, le Niger, l'Ouganda, la République du Congo, le Sénégal, la Tunisie et le Togo.